

Didier Bilange : « Le travail temporaire est un tremplin vers l'emploi durable »

LE SAVIEZ-VOUS ?

● OBSERVATOIRE

Selon l'Observatoire de l'intérim et du recrutement, en 2018 (année d'études les plus récentes disponible), le Gard comptait pas moins de 22 249 intérimaires, soit une hausse de 3,6 % par rapport à l'année précédente. Le secteur de la construction étant le plus demandeur avec le BTP. Près de 60 % des intérimaires ont moins de 35 ans et plus de 68 % sont des hommes.

● INSEE

L'Insee permet d'avoir une tendance plus récente de l'intérim dans le Gard avec au second trimestre 2019 4 400 intérimaires dans le Gard, puis 3 500 comptabilisés au deuxième trimestre 2020 et 4 200 au troisième. La variation annuelle fait état d'une baisse du nombre d'intérimaires gardois et gardoises de 6 %, l'effet du premier confinement n'étant pas pour rien dans ce chiffre. En effet, une courbe montre la chute vertigineuse du chiffre dans la première moitié de 2020. En Occitanie, la baisse est deux fois plus importante, preuve que les entreprises gardoises font davantage appel à l'intérim pour leurs postes à pourvoir.

L'emploi dans le GARD des raisons d'espérer



INTERVIEW

Pour le patron de Jubil, l'intérim a des vertus en temps de crise.

Propos recueillis par Mathieu Laguanère
mlaguanere@midilibre.com

L'Alésien Didier Bilange, 45 ans, est le président fondateur du groupe Jubil interim, créé en 1996. Une société qui compte 150 employés permanents entre le siège (à Alès) et les 43 agences disséminées dans tout le pays.

La crise sanitaire et économique a-t-elle des conséquences sur le volume d'emplois que propose Jubil interim ?

Ce que nous proposons est comparable à l'année dernière. Mais attention, c'est parce que Jubil interim est devenue cette année une entreprise avec une implantation nationale, grâce à l'ouverture de 10 nouvelles agences depuis le mois d'avril. C'est un phénomène structurel, pas conjoncturel : nous sommes un cas particulier... Sinon, la tendance est globalement à la baisse : le marché en France sera de l'ordre de moins 30 % d'heures prestées en 2020, dans le travail temporaire. Il y a moins de postes, il y a aussi

plus de difficultés à les pourvoir. Le Covid a créé un attentisme, chez les demandeurs d'emploi, qui peuvent craindre des risques de contamination, comme chez nos clients, les employeurs. Notre tâche est devenue d'autant plus difficile.

Pourquoi ?

Nous sommes face, d'un côté, à des gens qui réclament plutôt des missions plus longues et, d'un autre côté, à des employeurs qui ont tendance à raccourcir les durées de celles-ci, parce qu'ils n'ont pas une vision claire de leur marché et de l'économie dans son ensemble. Et puis le sourcing (*la recherche de profil, ndlr*) est plus complexe, les gens se déplacent moins, l'outil internet est privilégié par rapport aux contacts physiques en agence. On a dû s'adapter.

Pour autant, la crise ne va-t-elle pas profiter au secteur du travail temporaire ?

Si, on peut l'imaginer. Ce fut déjà le cas avec la crise de 2008, la guerre du Golfe... On a vécu des périodes similaires même si la vision est encore plus troublée aujourd'hui parce que cette crise est installée partout sur la planète et dans tous les secteurs d'activité, à part peut-être le médical. Elle crée un attentisme des chefs d'entreprise, les budgets d'embauche sont plus que réduits. La tendance est claire-



Didier Bilange : « Dans les entreprises, la tendance est clairement : on n'embauche pas. » PHOTO A. BETHUNE

Beaucoup de métiers sont en tension dans le Gard. Les recrutements d'ouvriers qualifiés, par exemple, sont difficiles

ment : on n'embauche pas, ou alors par dépit, seulement sur les qualifications en tension, vraiment difficiles à trouver. Dans le contexte, les entreprises ne vont pas augmenter leurs effectifs, et donc leur masse salariale et leurs charges fixes... Elles préfèrent disposer d'une charge variable sur ce poste. Ce volant-là aura tendance à augmenter dans les mois, et peut-être les années à venir, tant que la vision reste trouble.

Une personne en recherche d'emploi a-t-elle alors intérêt à se tourner vers le travail temporaire ?

Oui, parce que le travail temporaire est un tremplin vers l'emploi durable. Ce tremplin, qu'on évaluait à un taux de 20 % il y a 20 ans est plutôt passé à 30 % aujourd'hui. C'est-à-dire que dans l'année, presque une personne sur trois en intérim va se voir proposer un CDD ou un CDI d'entreprise. C'est le cas au niveau national comme dans le Gard.

D'autre part, la législation a évolué. L'État vient de créer un dispositif expérimental qui s'appelle "l'emploi à temps partagé" : un CDI externalisé dans une agence spécialisée. C'est nous, et non pas l'entreprise, qui embauchons en CDI, parfois même d'entrée pour certaines compétences très recherchées. Dans le département, nous en gérons

déjà presque une centaine, pour un volant total, sur nos quatre agences Jubil, de 400 intérimaires en moyenne.

Dans le Gard justement, avec un taux de chômage au-delà de 10 %, y a-t-il réellement des postes à pourvoir via l'intérim ?

Oui. Beaucoup de métiers sont en tension dans le Gard. Les ouvriers qualifiés par exemple, pour lesquels les recrutements sont difficiles : les entreprises proposent facilement des emplois durables sur ces postes-là. Et il ne faut pas croire que dans les départements où le taux de chômage est élevé, le recrutement est plus facile qu'ailleurs. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Les difficultés de recrutement sont hélas vraies partout, en Vendée où c'est presque le plein-emploi, comme ici dans le Gard.

« Nos objectifs sont ceux que l'on se fixe nous-mêmes, ça change tout »

MON MÉTIER, MON CHOIX

Les deux Nîmoises Camille Exposito et Lucile Marcourel viennent de créer l'Appartement des mariées, autour d'un concept novateur.

Elles bossaient toutes deux dans la communication. L'une comme indépendante, pour des agences, l'autre dans une grosse boîte. Amies de longue date, Camille Exposito et Lucile Marcourel ont choisi de se fabriquer leur métier, ensemble.

« Voir autre chose » : c'était ça, l'envie première. L'idée ? Elle est venue un peu par hasard. « Je me suis mariée l'an dernier, raconte Camille. Et je n'ai pas pu trouver ma robe à Nîmes, il n'y avait pas l'offre qui correspondait à mes désirs... On s'est dit qu'il y avait peut-être un créneau. » Les jeunes Nîmoises, toutes deux issues d'écoles de commerce, lancent une étude de marché ; c'était pendant le premier confinement. Début décembre, leur Appartement des mariées ouvre au

premier étage d'un joli immeuble du haut de l'avenue Jean-Jaurès.

Un écrivain intimiste

Le concept : offrir « quelque chose de différent » aux futures épouses : une adresse aux airs « exclusifs », un écrivain intimiste pour y choisir leur robe et accessoires. L'appartement en question, chic et coquet, s'articule, sur 90 m², autour d'un salon et d'un show room où 52 modèles sont disponibles, notamment certains de créatrices françaises renommées (de 1200 à 3200 €). Les clientes y sont reçues lors de rendez-vous, trois minimum, où elles ne croisent personne d'autre, sauf les proches éventuellement conviés. « Ce type d'activité en appartement se développe beaucoup



Camille Exposito et Lucile Marcourel, dans leur show-room. PHOTO M.L.A.

dans les grandes villes, pour l'esthétique ou le sport notamment », soulignent les deux gérantes associées de la SARL qu'elles ont fondée. Entre l'idée et sa concrétisation, quelques mois ont donc suffi, et les banques ont suivi, malgré le contexte. « Voir naître quelque chose qu'on a imaginé et bâti nous-même, ça donne une mo-

tion vraiment plus forte pour se lever le matin, s'enthousiasme Lucile Marcourel. Aujourd'hui, nos objectifs sont ceux que l'on se fixe nous-même, ça change tout. »

M. LA.

> L'Appartement des mariées, 7, avenue Jean-Jaurès. Téléphone : 07 67 61 60 88.

Micro-entrepreneur face au Covid : le coût de l'indépendance

TÉMOIGNAGE

Elle a créé sa micro-entreprise en 2018. L'année 2019 s'est très bien passée. Et puis 2020, patatra, le Covid a mis son activité de guide-conférencière à l'arrêt, ou presque.

« Le statut d'indépendant présente des avantages, une vraie liberté notamment, ce qui me plaît beaucoup, témoigne la Nimoise Cloé Chérasse, 33 ans, guide-conférencière diplômée d'État. Mais il a aussi l'inconvénient de ne pas offrir la protection du salariat... Dans la situation actuelle, c'est particulièrement compliqué. »

Ces mois blancs, elle a passé à approfondir ses connaissances sur l'histoire et le patrimoine des villes de Montpellier, Avignon ou Uzès. Elle a aussi conçu de nouvelles visites à thèmes originales, pour Nîmes notamment : un jeu de piste, une balade gourmande ou encore une excursion au-



La guide Cloé Chérasse. M.L.A.

tour de la mode, de l'Antiquité à nos jours. « Tout ce travail de recherche, je l'aime, mais il n'est pas payé... Financièrement, c'est difficile. Il faut que les monuments rouvrent, que l'activité redémarre. J'ai des fourmis dans les pattes ! »

A lire demain
Les formations dans le Gard qui insèrent vite.